

UNIVERSITE

# Vous n'aurez pas le droit et les finances!



Ah, qu'il est beau le campus Limpertsberg! L'austère bâtiment restera-t-il un lieu universitaire? (photo: UDL)

**La capitale n'a toujours pas abandonné son combat pour le maintien d'une faculté sur son territoire. Une étude non publiée analyse les sites de la ville qui entrent en compte.**

Une simple phrase pour rappeler que la ville de Luxembourg n'a toujours pas déposé les armes. Interrogé, lors de la présentation du "Leitbild" de la capitale, au sujet du maintien de la faculté de droit, d'économie et de finance (DEF) de l'Université du Luxembourg (UDL), le bourgmestre de la ville Paul Helminger (DP), s'est dit "très optimiste". Pour mémoire: en décembre 2005, le ministre de l'enseignement supérieur François Biltgen (CSV) (voir woxx 831) avait déclenché une vague de stupeur et de colère auprès des édiles de la ville forteresse en annonçant son intention d'implanter l'ensemble de l'université sur les friches industrielles de Belval-Ouest. Seule la faculté DEF aurait un sursis jusqu'en 2009. Alors que les élus du Sud sabraient le champagne, ceux de la capitale votaient une motion invitant les responsables politiques à entreprendre des démarches en faveur du maintien de la faculté sur le territoire de la ville.

Interrogé par le woxx, Helminger confirme son optimisme: "Nous sommes, bien entendu, déterminés à tout entreprendre pour conserver la faculté". D'ailleurs, le bourgmestre confirme la tenue régulière de contacts avec les ministres en charge du dossier. Si la lutte est âpre, les propos tenus à l'endroit des concurrents du Sud sont néanmoins conciliants: "L'idée d'implanter une université à Esch est en principe super, c'est un pôle de développement important", estime Helminger. Même tonalité de la part de la bourgmestre de la métropole du fer, Lydia Mutsch (LSAP): "C'est de bonne guerre que la ville de Luxembourg s'engage pour le maintien d'une faculté sur son territoire, tout comme il est de bonne guerre qu'Esch plaide en faveur d'un site unique". Et de rappeler que la vocation de Belval est d'accueillir toutes les facultés et que ce

projet découle d'une décision gouvernementale.

"En tout cas, nous ne voulons pas mener une discussion autour des sites en l'absence d'éléments nouveaux", explique la bourgmestre. Pour l'instant en effet, la deuxième ville du pays est la seule à détenir un plan d'action destiné à préparer Belval-Ouest à l'accueil de l'UDL. Helminger concède que jusqu'à présent, "aucune étude sérieuse" n'a été menée sur la capacité de la capitale à intégrer les futures infrastructures universitaires. Pour l'instant seulement, car le collègue échevinal de Luxembourg-Ville avait, après le vote de la motion, mandaté le bureau d'urbanisme et d'aménagement du territoire "zilimplan" - le même qui avait mené l'étude sur le développement urbain de la ville - d'effectuer une étude de site. Celle-ci a été finalisée en février de cette année, mais pas encore rendue publique. D'ailleurs, le président du groupe socialiste au conseil municipal de Luxembourg, Marc Angel, demande régulièrement qu'elle soit mise à l'ordre du jour d'une séance.

## De bonne guerre

Quoi qu'il en soit, le woxx a réussi à se procurer ce document de 50 pages. L'étude est un véritable plaidoyer en faveur du maintien de la faculté DEF dans la capitale et procède à l'analyse de cinq sites hypothétiques: Limpertsberg, Kirchberg, Dommeldange, Gare et Porte de Hollerich. Comme il ne peut pas en être autrement, le document souligne la cohérence de la présence d'une faculté où sont enseignés le droit et les finances à Luxembourg, petit royaume de banquiers et d'avocats. Elle rappelle en ce sens que 95 pour cent des études et des avocats sont établis dans la ville. Et si elle est non seulement une capitale nationale, elle l'est aussi au niveau de la Grande Région et de l'Union européenne, en hébergeant notamment trois institutions européennes, à savoir la Cour de justice, la Cour des comptes et la banque d'investissement.

L'étude fait feu de tout bois: les thèmes classiques liés à la place financière ne suffisent pas à légitimer une présence universitaire à Luxembourg, mais elle aligne également des arguments "non monétaires" tels que la présence de bistrotts et la vie nocturne, voire le "processus de restructuration des quartiers plus faibles" engendrée par l'arrivée d'étudiant-e-s. Le bureau d'étude met aussi les immigré-e-s à contribution pour son argumentaire: étant donné que la capitale héberge quasiment l'ensemble des 160 différentes nationalités présentes au Grand-Duché, les "contacts entre personnes de même origine" en seraient favorisés.

Mais l'étude prend également position au sujet des cinq sites entrant en compte, à l'aide d'une "matrice d'évaluation" et d'un "catalogue d'indicateurs". C'est d'ailleurs le site du Limpertsberg

qui en ressort favori en remplissant de la manière la plus satisfaisante les cinq indicateurs (superficie, circulation, site, logement et réalisation) ainsi que 14 autres "facteurs". En 1901 déjà, comme aime à le rappeler l'étude, l'urbaniste Stübgen avait mentionné, au sujet de son plan d'aménagement, que "les instituteurs, les professeurs, le clergé, les fonctionnaires et les retraités ainsi que les commerces et les entreprises artisanales donnent vie à ce quartier ensoleillé".

## Ode à Luxembourg

Mais les arguments contemporains énumérés sont plus prosaïques: le Limpertsberg présente des avantages au niveau de la mise à disposition assez rapide de la superficie (entièrement dans les mains de l'Etat), de la présence d'établissements (y compris les lycées techniques Michel Lucius et du Centre), des possibilités de mobilité douce et des logements d'étudiants déjà en cours de planification. Le tout couronné par des investissements moindres par rapport aux autres sites. L'étude propose ensuite le Kirchberg comme deuxième possibilité: si la présence de banques et d'institutions européennes présente un atout pour ce quartier, son talon d'Achille se situe au niveau de la circulation et la mise à disposition de terrains est plus complexe en raison des rapports de propriété partagés entre le public et le privé. Le quartier de la Gare présente quant à lui le seul avantage d'une bonne connexion routière et ferroviaire - pour le reste, l'étude ne relève que peu d'avantages. Finalement, les sites de la Porte de Hollerich et de Dommeldange sont classés quatrième, respectivement cinquième et ne sont pas retenus comme futurs sites.

Il est indéniable qu'un bon nombre d'arguments plaident en faveur de la ville de Luxembourg tiennent la route et que le choix de Luxembourg-Ville aurait, du point de vue de la vie estudiantine, été plus raisonnable que celui des friches industrielles. Mais ce plaidoyer est à double tranchant: en mettant en avant sa qualité de capitale et ses avantages urbains, culturels ou commerciaux liés à son statut, la ville met involontairement le doigt sur le problème de la centralisation disproportionnée du pays. Et les élu-e-s du sud sont très sensibles sur ce point.

David Wagner

## Thérapeutisch einsperren

Das Beste hob sich Nicolas Schmit für den Schluss auf: Er könne sich sogar vorstellen, dass ein Psychologe Direktor des Centre de rétention wird. Mit dieser Aussage beendete der Immigrationsminister am vergangenen Dienstag die Chamber-Debatte über den geplanten Bau eines Abschiebegefängnisses. Das man ihm diesen Spruch durchgehen ließ zeugt davon, wie leidenschaftslos die Opposition das Thema bearbeitet hat. So wird es wohl Aufgabe der Medien bleiben, in Erfahrung zu bringen, welche besonderen Befähigungen der Minister einem Psychologen für die Leitung einer solchen Einrichtung zuspricht, abgesehen von jener, den Gefängnischarakter ebendieser weiter zu verschleiern. Zu hoffen bleibt, dass sich der Minister zumindest der Empfehlung des Jesuite Refugee Service (JRS) erinnert, jene Psychologen, die therapeutisch im Centre arbeiten sollen, von außen heranzuziehen. Den Häftlingen müsse klar sein, dass die Therapeuten unabhängig sind, um Vertrauen zu ihnen fassen zu können. Grundsätzliche Kritik gab es wie bereits in der Vergangenheit lediglich an der geplanten Größe des Gefängnisses, das für bis zu hundert Personen ausgelegt ist. Ausgehend von den Flüchtlingen, die in Schrägig inhaftiert sind, liege der Bedarf bei maximal 50 bis 60 Betten. Felix Braz wiederholte das Argument, dies könne dazu führen, dass immer mehr Flüchtlinge eingewiesen werden, um die einmal bestehende Struktur auch auszulasten. Der Bau selbst wurde anschließend mit 51 Ja-Stimmen bei acht Enthaltungen beschlossen.

## Erneuerbare Energien selektiv unterstützen

Frühzeitig, wie versprochen, hat die Regierung einen Entwurf der Règlements grand-ducaux zur Förderung der erneuerbaren Energien vorgelegt. Der Entwurf wurde der Umweltkommission vorgestellt und wird am Freitag, den 13., im Regierungsrat begutachtet. Anders als vor zwei Jahren dürften die neuen Règlements in Kraft treten, bevor die alten auslaufen. Positiv für die BefürworterInnen der erneuerbaren Energien ist auch, dass künftig gesetzlich garantierte Mindesttarife gelten, die eine langfristige Investitionsplanung ermöglichen. Hat sich in diesem Punkt Umweltminister Lucien Lux durchgesetzt, so ist bei den Förderprioritäten Wirtschaftsminister Jeannot Krecké federführend gewesen. Große Verliererin bei den neuen Règlements ist die Photovoltaik, die Krecké als "nicht marktreif" bezeichnet. Doch wer, wie der Wirtschaftsminister immer wieder versichert, Luxemburg zu einem Hightech-Standort machen will, darf sich nicht darauf beschränken, nur in "marktreife" Technologien zu investieren.

## Wir müssen zu Hause bleiben

Sommerzeit - Reisezeit. Reisen, wenn schon nicht zum Relaxen, sollte es wenigstens mit Arbeit verbunden sein. Zumal bei solch einem Scheißwetter. So kommt es, dass in der woxx-Redaktion die Mails mit Einladungen zu Pressereisen heiß begehrt sind. So begehrt, dass manche sogar glauben, die oder der KoordinatorIn würde solche Mails unterschlagen. Jedenfalls stand der Verantwortliche Anfang dieser Woche unter Generalverdacht: War da nicht Jean-Louis Schiltz im Libanon gewesen? Wie kam es, dass die RTL-Kameras den Entwicklungs- und Armeeminister begleiteten und keinE woxxie auch nur einen blassen Schimmer hatte, dass diese Reise überhaupt stattfand? Nach längerer Prüfung der verschiedensten Mail-Server legte sich aber die Paranoia. Es war keine Verschwörung innerhalb der woxx selbst, denn offensichtlich wurden wir wirklich nicht eingeladen. Also doch nur wieder eine Konspiration von außen. Alles bleibt beim Alten.